



SESSION ANNUELLE DES ASSEMBLÉES DES GOUVERNEURS

FORTALEZA (BRÉSIL)

AB-2178
CII/AB-817
11 mars 2002
Original : anglais

DISCOURS DU GOUVERNEUR SUPPLÉANT TEMPORAIRE POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

John B. Taylor

1. C'est la première fois que je participe à une session de l'Assemblée des gouverneurs. Lors de la réunion de l'an dernier, j'attendais encore que ma nomination soit confirmée par le Sénat des États-Unis. J'ai été très déçu de ne pas pouvoir y participer. J'avais donc hâte d'assister à la réunion de cette année et je suis heureux d'être ici aujourd'hui.

2. L'année dernière a été éprouvante pour nous tous. De nouvelles tâches importantes ont mobilisé notre attention, notamment la lutte contre le financement du terrorisme et le rétablissement de la croissance économique après les attaques terroristes de septembre 2001. En même temps, nous avons continué de faire face aux difficiles problèmes de l'instabilité économique, du ralentissement de la croissance et de la baisse des flux de capitaux dans la Région.

3. Certains prétendent que les problèmes de l'année dernière ont détourné notre attention de la Région et ont réduit l'engagement des États-Unis envers l'accroissement du commerce, la libéralisation des marchés et la démocratie dans l'hémisphère. Rien n'est moins vrai. Nous sommes voisins et amis. La géographie, la culture, l'histoire et les solides liens de nos intérêts mutuels en matière d'économie et de sécurité unissent les Amériques. Les États-Unis demeurent fidèles à cette amitié.

4. La Banque interaméricaine de développement (BID) est un élément essentiel de cette amitié – par le rôle qu'elle joue dans le développement économique de la Région. Aujourd'hui, j'aimerais examiner comment nous devrions miser sur les réussites de la BID pour faire de l'hémisphère un meilleur lieu de vie, c'est-à-dire pour intensifier la croissance économique et réduire la pauvreté.

Croissance de la productivité dans l'hémisphère

5. S'agissant de développement économique, il faut commencer par parler de croissance de la productivité. On ne peut prétendre réduire la pauvreté et rehausser les niveaux de vie sans augmenter la productivité. La productivité n'est que la quantité de biens et services que peut produire un travailleur dans un certain laps de temps. Plus la productivité est élevée dans

un pays ou une région, plus le revenu par habitant est élevé dans ce pays ou dans cette Région. On le constate en comparant les pays riches et les pays pauvres dans notre Région.

6. Pour les pays de l'Amérique latine en général, les années 90 ont été meilleures que les années 80 en termes de croissance de la productivité, ce qui s'explique par la mise en œuvre de nombreuses réformes économiques, spécialement dans les domaines macro-économiques. La croissance de la productivité a été de 0,7 % par an dans la Région toute entière au cours des années 90 après avoir stagné au-dessous de zéro, en moyenne, dans les années 80. C'est là une amélioration, bien sûr, mais, à mon avis, il est possible de faire beaucoup mieux.

7. Au cours de la période pendant laquelle la croissance de la productivité était de 0,7 % en Amérique latine, elle était de 1,7 % dans les pays développés et de 2,7 % dans les pays de l'Asie de l'Est. Cette différence de productivité de 1 % ou 2 % aurait pu considérablement modifier les niveaux de vie dans la Région. Aux États-Unis, la croissance de la productivité devrait atteindre au moins 2 % dans les prochaines années. En Amérique latine, elle devrait dépasser 2 % ou tripler par rapport à ce qu'elle était dans les années 90.

8. Bien que la productivité ne soit pas un élément nouveau, l'expérience et les recherches des dernières années nous ont appris bien des nouvelles choses à son sujet. En comptabilité, la productivité croît si le capital, y compris le capital humain, par travailleur croît ou si la technologie s'améliore. La raison pour laquelle les possibilités d'accroître la productivité sont si élevées dans la Région est qu'il existe un fort potentiel d'accroissement du capital, y compris du capital humain, et d'adoption de la technologie d'avant-garde qui est utilisée aujourd'hui dans le monde entier.

9. Ainsi, lorsqu'elle évalue un prêt ou une subvention, la BID devrait en étudier les effets sur la productivité. Je me suis réjoui de l'importance accordée à la croissance de la productivité dans le récent rapport de la BID, *The Business of Growth*. Le secrétaire d'État Paul O'Neill a vigoureusement appuyé ce rapport lorsqu'il s'est exprimé devant la BID l'automne dernier. En se basant sur les toutes récentes recherches et données, le rapport démontre qu'un niveau d'éducation plus élevé et des investissements accrus dans la Région augmenteront la productivité.

10. Le rapport révèle aussi qu'un environnement commercial plus porteur – un droit plus cohérent, un meilleur contrôle de la corruption, moins d'obstacles pour lancer une entreprise – augmentera la productivité. Et selon le rapport, des améliorations sont possibles. Par exemple, il faut 2 démarches au Canada pour démarrer une entreprise ; aux États-Unis, il en faut 4 et en Amérique latine, 12. Le rapport signale d'importantes réussites telles que le programme Oportunidades, connu auparavant sous le nom de Progresá, au Mexique et le programme Bolsa Escola ici, au Brésil, qui fournit des fonds aux familles à faible revenu dont les enfants fréquentent l'école. Je suis heureux que la BID utilise ce modèle pour élaborer des programmes d'éducation dans d'autres pays.

Résultats mesurables

11. Pour réussir dans toute entreprise, il faut disposer de résultats mesurables. C'est certainement vrai pour notre initiative visant à rehausser la croissance de la productivité. Nous devons être sûrs que les activités de la BID ont les effets qu'elles sont censées avoir. Même si presque tout le monde se réjouit des récentes augmentations des fonds accordés par

la BID en faveur de l'éducation, nous ne devrions pas nous contenter de ce seul financement. Nous devons examiner les résultats. Les inscriptions augmentent-elles ? Davantage d'enfants obtiennent-ils un diplôme de fin d'études ? Les taux d'alphabétisation sont-ils en hausse ? Une étroite surveillance est nécessaire pour s'assurer que des résultats tangibles et mesurables sont atteints. Il ne suffit pas d'étudier les intrants. C'est le produit final qui compte.

12. Il faut se réjouir que la BID ait commencé à renforcer le bureau d'évaluation indépendant, un processus qui a suscité des discussions candides sur les résultats. Mais il ne suffit pas d'avoir une unité d'évaluation séparée et indépendante. La qualité doit être inhérente à chaque projet au premier stade de la conception, avant même que le projet soit présenté au Conseil d'administration, et les objectifs fondés sur les résultats doivent être clairement énoncés. Je crois comprendre que, l'an dernier, le bureau d'évaluation indépendant a examiné chacune des propositions de prêt pour voir si ces propositions contenaient des indicateurs appropriés qui permettent de mesurer les résultats. Je crois aussi comprendre que, d'après cet examen, des améliorations sont nécessaires. Il s'agit là d'un défi qui s'adresse aux gestionnaires des opérations dans leurs activités quotidiennes.

13. Certains d'entre vous savent peut-être que les États-Unis ont proposé, dans la reconstitution actuelle, une forte augmentation de 18 % du financement accordé à l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Nous avons aussi proposé que les augmentations annuelles de cette reconstitution soit assorties de résultats mesurables. Bien qu'une reconstitution du Fonds des opérations spéciales (FOS) ne soit pas envisagée dans l'immédiat, l'approche que nous proposons maintenant pour l'IDA devrait éventuellement s'appliquer au FOS. Si l'on peut prouver que l'octroi de ressources entraîne un développement économique réel, les États-Unis seront prêts à prendre des engagements financiers appréciables.

Renforcement du secteur privé

14. Le développement économique faiblira et échouera en l'absence d'un secteur privé solide. Sans un environnement économique transparent fondé sur la primauté de droit, il n'y aura tout simplement pas d'investissements privés. Ceci est particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises, étant donné que des environnements réglementaires et juridiques opaques créent des obstacles insurmontables. Il faut donc supprimer ces obstacles si l'on veut que la Région se développe rapidement.

15. La BID et les autres banques de développement peuvent faire davantage pour encourager le développement du secteur privé, notamment effectuer des évaluations pratiques du climat d'investissement et fournir davantage de prêts aux petites entreprises. Les travaux sur l'amélioration de la transparence et de la gestion des affaires publiques dans chaque pays demeurent les plus grands défis.

16. Il nous faut encore supprimer les obstacles permanents à l'intégration de l'hémisphère. Les États-Unis se sont engagés à mettre en place la Zone de libre-échange des Amériques afin que tous les pays de la Région bénéficient de la libre circulation des biens et services. Nous savons que ce processus ne sera pas facile. La BID réalise d'importants travaux en matière de renforcement des capacités commerciales.

17. Le récent rapport du Groupe consultatif indépendant de la BID accorde une attention particulière aux opérations relatives au secteur privé. Je partage l'opinion exprimée dans le rapport, selon laquelle la BID se doit de renforcer les fonctions de gestion et d'évaluation des risques pour ses opérations en faveur du secteur privé et pour la Banque dans son ensemble.

18. J'aimerais aussi commenter les travaux du Fonds multilatéral d'investissement (MIF) en ce qui concerne le renforcement d'un environnement porteur pour le secteur privé en Amérique latine. Ses investissements et son aide technique en faveur de la Caja Los Andes en Bolivie, par exemple, ont permis à cette institution de multiplier par sept son portefeuille, d'améliorer l'efficacité des responsables des prêts et de passer de son statut d'ONG à celui d'une institution financière officielle à part entière. Le MIF a réalisé un taux de rendement interne de 17,9 % quand il a cessé d'aider la Caja Los Andes en 2001, ce qui prouve que le financement des petites entreprises peut être profitable.

19. C'est avec plaisir que nous avons appuyé la prorogation du MIF pour 5 ans de façon à lui permettre d'utiliser au maximum ses ressources existantes. Le MIF et la BID s'efforcent de réduire les coûts de transaction des envois de fonds à l'Amérique latine et aux Caraïbes – qu'on estime à ÉU\$23 milliards pour l'an dernier.

L'importance des subventions

20. La BID doit considérer les subventions comme un important instrument de développement. Le président Bush a proposé d'accroître la part de l'appui fourni par les banques de développement aux pays pauvres qui prend la forme de subventions fondées sur les résultats. Les subventions conviennent à des projets qui ne réussissent pas à générer les revenus nécessaires pour assurer le service des prêts. Il n'est pas raisonnable, par exemple, de financer au moyen de prêts des interventions visant des maladies telles que le VIH/sida. Le soutien à l'éducation peut aussi être accordé sous forme de subventions. On s'accorde déjà pour dire qu'une plus grande part de l'appui de l'IDA et du Fonds africain de développement devrait être fournie sous forme de subventions, mais on s'interroge sur la taille de cette part.

21. Comment la BID envisage-t-elle la proposition du président Bush ? Aucune reconstitution du FOS n'est en cours. Cependant, la BID pourrait utiliser une partie des ressources provenant du mécanisme de prêts d'urgence pour fournir des subventions. Si les programmes de subventions peuvent être financés à même cette source, cela allégera la pression que subit le FOS et libérera davantage de ressources pour les pays très pauvres.

Conclusion

22. J'ai mis en lumière aujourd'hui l'existence d'un certain nombre d'obstacles de taille à la croissance économique dans la Région. J'ai aussi souligné qu'il était possible de supprimer ces obstacles et de parvenir à rehausser sensiblement la croissance économique. Je suis sûr que cet objectif peut être atteint dans les prochaines années, et la BID y contribuera sans doute pour beaucoup. Bien sûr, nous, actionnaires, devons continuer à poser les questions délicates quant à la productivité et aux résultats mesurables. Comme l'a dit le Président Iglesias, l'objectif de la croissance économique est l'affaire de la Banque interaméricaine de développement et nous comptons bien collaborer avec lui pour atteindre prochainement cet objectif.